

On a perdu de vue une chose très importante au cours du débat d'hier, je pense; c'est le point de vue véritablement canadien. Nous assistons de nouveau à ce que je pourrais appeler un marathon de manifestations patriotiques et nous entendons des protestations de loyalisme britannique de tout genre, à tel point qu'une certaine autorité mystérieuse semble nous interdire d'employer le mot "Canada" à la Chambre. On a beaucoup parlé hier, de l'Empire britannique et des grandes puissances européennes, hier, mais personne n'a semblé même oser murmurer le nom du notre pays. Je suis fier de me proclamer un loyal sujet de Sa Majesté britannique le roi George VI qui, tout en étant le roi du Canada, vit dans un autre pays par suite de circonstances que nous comprenons tous, mais qui, depuis la promulgation du statut de Westminster, est représenté dans ce Dominion par Son Excellence le Gouverneur général. Mais avec un égal orgueil, je me proclame citoyen canadien, sujet d'un pays dont les traditions sont glorieuses, les ambitions hautes, et les espoirs, sans bornes. Je suis fier de me proclamer un citoyen loyal de notre grand Dominion, notre patrie, dont le sol nourrira mes enfants pendant leur vie et recevra leurs restes mortels, à leur décès. Je comptais tout à fait, hier, que certains honorables membres auraient préféré parler un peu plus du Canada, et un peu moins du reste du monde.

Honorables membres, il serait non seulement inéquitable mais dangereux de notre part de ne pas prêter l'oreille à la voix de l'opinion publique, et Dieu sait quelle véhémence hostile à notre participation à des guerres étrangères elle exprime aujourd'hui. Qu'un honorable sénateur demande au premier ancien combattant qu'il rencontrera dans les rues d'Ottawa, ou d'une autre ville canadienne, s'il aimerait à voir son fils traverser la fournaise et l'enfer que lui-même a traversés il y a vingt ans, et écoute la réponse. Qu'il pose la même question aux étudiants de nos diverses universités, au directeur de *Varsity*, publication officielle de l'Université de Toronto, la ville même où vit mon très honorable ami. J'ai une citation au point que j'aimerais à lire à la Chambre, mais elle est trop longue pour que je le fasse.

Je tiens maintenant à mentionner en passant un sujet dont il n'a pas été question, jusqu'ici, ou cours de la discussion, un sujet qui a fait l'objet d'un long débat, au cours de la dernière session, à la suite d'une motion proposée par mon honorable ami de Rigaud, l'ancien ministre des Postes (l'honorable M. Sauvé). Je veux parler de l'immigration en masse et à outrance. A l'heure actuelle, il semble qu'on a déclenché,

disons pour les fins de mon argumentation, en même temps à London, dans l'Est et dans les environs de Lethbridge, dans l'Ouest, une agitation en faveur de l'immigration à outrance. Les intéressés voudraient nous persuader que l'adoption de leur programme résoudrait automatiquement tous nos problèmes: le chômage, la dette nationale et les déficits des chemins de fer. Pour ma part, j'hésite à accepter la panacée offerte et mon hésitation s'inspire d'un incident dont j'ai eu connaissance. Cela est arrivé dans ma petite ville de Tecumseh, et les archives municipales peuvent fournir la confirmation de ce que je vais dire. Il y a quelques années, une famille anglaise a immigré dans la ville. Le chef de la famille, vétéran de la Grande Guerre et ancien soldat de l'armée impériale, était très infirme et absolument incapable de faire aucun travail; sa femme était malade et ses quatre enfants étaient tuberculeux. Quelques semaines plus tard, sa belle-mère arriva de Détroit. Elle était censée recevoir une pension, mais elle cessa de la toucher au bout de quelques semaines. Elle fut plus tard atteinte d'un cancer et la municipalité dut la faire envoyer dans un hôpital et se charger des frais. Puis il fallut de la même façon faire hospitaliser le chef de la famille dans la même institution. La municipalité se trouva alors exposée à être obligée d'envoyer les quatre enfants à un préventorium ce qui lui eût coûté de \$800 à \$900 par année. Les autorités municipales durent enfin prendre une décision qui peut paraître cruelle, mais je les approuve de l'avoir fait. Elles durent renvoyer la famille dans la métropole, ce qui coûta \$600; on évita ainsi d'autres dépenses aux contribuables. Je m'étonne de ce qu'on ait jamais permis à une famille comme celle-là de pénétrer dans notre pays. C'est une chose déplorable, mais cela nous montre ce qui pourra se produire si nous n'adoptons pas une certaine ligne de conduite à l'égard du problème de l'immigration. Il n'y a pas lieu de faire de sentimentalité sur cette question, étant donné surtout les difficultés financières auxquelles nos municipalités sont présentement en butte. J'ai lu ces jours derniers dans les journaux une lettre d'un haut dignitaire de la Légion Britannique au Canada qui se plaignait de ce que le gouvernement impérial n'accorde pas la moindre attention aux soldats britanniques qui étaient membres de l'armée impériale durant la Grande Guerre et qui sont maintenant au Canada. J'imagine que quelques-uns de mes honorables amis ont aussi lu cette lettre. Pour terminer, qu'il me soit permis de dire que, sans parler des problèmes que doit présentement envisager notre pays, par exemple

L'hon. M. LACASSE.